

LE DEVOIR

Vol. CVII N° 288

LE DEVOIR, LES SAMEDI 17 ET DIMANCHE 18 DÉCEMBRE 2016

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

ORWELL EN 2016 1984 ne fait plus peur aux jeunes

Au secondaire, c'est
la révolte des conformistes

Notre époque semble parfois donner vie aux prévisions cauchemardesques du roman d'anticipation *1984* de George Orwell. Dans ce bilan de fin d'année, voyons comment la guerre devient la paix, la liberté un esclavage, et l'ignorance une force politique majeure. Autant de menaces (Big Brother vous regarde!) auxquelles plusieurs jeunes ne semblent plus croire.

MARIE-MICHÈLE SIOUI

Pour la première fois en 20 ans, cette année, l'enseignant au secondaire Jocelyn Lapointe a retiré l'ouvrage *1984* de sa liste de lectures obligatoires.

Parce que l'an dernier, le prof d'anglais de cinquième secondaire a fait face à une petite insurrection.

Quiconque serait passé dans sa classe au fil du temps, quiconque y aurait observé les affiches des élèves sur le thème de l'allégorie de la caverne aurait pu croire que Jocelyn Lapointe compose très bien avec un peu de rébellion.

Dans ses cours, il enseigne d'ailleurs à ses élèves que l'école a deux fonctions. « *Et la deuxième fonction, ils ne la trouvent pas drôle* », raconte l'enseignant de 57 ans autour d'un café partagé avec *Le Devoir*. « *Je leur dis: l'école est là pour l'instruire, mais elle est surtout là pour fabriquer l'obéissance. Pour que tu sois un bon travailleur, que tu n'arrives pas en retard, que tu respectes l'autorité.* »

Aux jeunes ébahis en classe, il fournit des exemples. « *Pourquoi, quand la cloche sonne sur l'heure du midi, vous salivez? Pourquoi, quand la cloche sonne, vous vous levez?* »

Jocelyn Lapointe, avec ses 25 années

VOIR PAGE A 8 : ORWELL

Dossier

Qui s'offusque encore du regard de Big Brother? Page A 4

L'ère de la postvérité a commencé. Page A 5

Sombrier dans un état de conflit permanent. Page A 4

AUJOURD'HUI



Perspectives › Confessions sur un plancher de danse. Madonna revendique son appartenance au « mauvais féminisme » en conjuguant vêtements sexy et chirurgie esthétique. Page B 1



Avis légaux..... C 4
Décès..... C 7
Météo..... C 2
Mots croisés..... A 6
Petites annonces..... C 7
Sudoku..... A 6



ILLUSTRATION MARION ARBONA

LIVRES — RADICALEMENT JEUNESSE

L'apprentissage du tremblement

La laideur du monde, le mal qui surgit de l'actualité, change aussi les figures de la peur dans la littérature jeunesse

DOMINIC TARDIF

Mais quelle idée grotesque que de jouer aux quilles avec des têtes de morts! C'est pourtant à ce sinistre manège que se livre, sans émotion, le frère cadet dans *Conte de celui qui s'en alla pour connaître la peur* des frères Grimm. Complètement imperméable à toute frayeur, le garçon désespéré de ne jamais sentir les effets physiques de la frousse, même lorsqu'il chatouille ainsi la Faucheuse. Pendant ce temps, son pissou d'ainé, pourtant plus intelligent que lui, frémit à la moindre occasion. Moralité: la peur, bien qu'elle soit parfois inutilement paralysante, est aussi souvent indispensable.

« Apprendre à dompter ses peurs, à les apprivoiser, c'est un peu ça, grandir », rappelle, en abondant dans le sens des célèbres frangins al-

lemans, Martin Lépine, professeur de didactique du français au Département de l'enseignement au préscolaire et au primaire de l'Université de Sherbrooke. Mais alors qu'elle s'incarnait souvent sous les traits carnassiers du grand méchant loup, la peur revêt depuis quelques années des visages de plus en plus similaires à ceux du mal surgissant chaque jour entre les pages de votre quotidien préféré.

« Parce que la littérature jeunesse puise dans les contes traditionnels et oraux, les peurs y étaient la plupart du temps transcendées par l'intermédiaire de personnages d'animaux. Depuis le tournant des années 2000, avec l'effervescence créative du monde de l'édition jeunesse, on fait davantage de place à des questions graves et complexes », explique le prof Lépine, en évoquant entre autres *L'ennemi*, fable de Davide Cali illustrée par Serge

VOIR PAGE A 8 : TREMBLEMENT

SONDAGE LÉGER

Le PLQ en panne

Miroir des récentes élections partielles, on assiste à une véritable course à trois

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

La baisse des appuis enregistrée par le Parti libéral du Québec (PLQ) lors des partielles du 5 décembre se confirme plus largement dans un sondage Léger-*Le Devoir-Le Journal de Montréal*, qui place les trois principaux partis dans un mouchoir de poche.

Selon cette enquête réalisée en ligne du 12 au 15 décembre auprès de 1016 répondants, libéraux et péquistes auraient recueilli chacun 30% des intentions de vote si une élection avait eu lieu cette semaine. Avec 26%, la Coalition avenir Québec (CAQ) obtient son meilleur résultat depuis décembre 2014.

Chez les francophones, le PQ obtient 36% d'appuis, devant la CAQ (30%) et à plusieurs longueurs du PLQ (20%). La course à trois se mesure également dans la répartition régionale: les libéraux dominent à Montréal (36%), le PQ est le choix des répondants en région (35%), et la CAQ est la favorite à Québec (35%).

Les nouvelles ne sont pas réjouissantes pour les libéraux à l'approche des Fêtes. Dans la foulée d'un recul général de près de 10 points lors des quatre partielles de décembre (par rapport aux dernières élections), le PLQ enregistre son pire résultat chez Léger depuis les élections de 2012. Le taux d'insatisfaction frôle les 70%, et Philippe Couillard arrive troisième dans la catégorie du « meilleur premier ministre » (quatre points derrière Jean-François Lisée et François Legault), là où il domine habituellement.

De même, malgré les prétentions de M. Couillard voulant que les libéraux aient « sauvé le Québec », les Québécois ne voient pas la situation du même œil. Ainsi, 39% des répondants au sondage estiment que la situation au Québec est « pire » qu'il y a un an, alors que seulement 9% perçoivent une amélioration. Le pessimisme règne aussi dans l'autre sens: 27% des gens pensent que la situation sera encore « pire » dans un an.

Les intentions de vote sont stables par rapport au dernier sondage Léger, publié le 12 novembre dans *Le Devoir*. Mais elles sont aussi en complète contradiction avec les résultats de la firme CROP dévoilés cette semaine dans *La Presse*, qui donnaient une avance de 13 points aux libéraux sur le PQ (38% contre 25%).

Une comparaison entre les deux sondages montre aussi des écarts importants sur plusieurs indicateurs: vote francophone (CROP dénote une triple égalité); taux de satisfaction (six points de plus chez CROP); meilleur premier ministre (avance de cinq points de Philippe Couillard chez CROP); vote en région (CROP donne les libéraux premiers, devant la CAQ).

VOIR PAGE A 8 : SONDAGE

Les intentions de vote

Pour quel parti voteriez-vous?

Parti	décembre 2016	novembre 2016
PLQ	30%	31%
PQ	30%	30%
CAQ	26%	25%
QS	10%	10%

Sondage Léger-*Le Devoir-Le Journal de Montréal* réalisé en ligne du 12 au 15 décembre 2016 auprès de 1016 personnes. Un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur de 3,1% dans 19 cas sur 20.

Stores de Qualité

INSTALLATION GARANTIE

FABRIQUÉ AU QUÉBEC
SUR MESURE
ESTIMATION GRATUITE
1 855 770-8677

Claude Bouchard

OPAQUES SOLAIRES TRANSLUCIDES
MOTORISATION DISPONIBLE

TOILES À ROULEAUX • PANNEAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES VOILAGE • STORES ROMAINS
STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES VERTICAUX

Jusqu'à 50% de rabais ou INSTALLATION GRATUITE

QUÉBEC 418-654-8677
LÉVIS 418-654-8677
TROIS-RIVIÈRES 819-696-8677
MONTRÉAL 514-231-8677
LAVAL 450-627-3716
LONGUEUIL 450-445-9829

Québec, Lévis, Montréal, Trois-Rivières, Repentigny, Laval, Boisbriand, Mont-Tremblant, Longueuil, Belloil, Magog

ACTUALITÉS

Le SPVM débarque chez Cannabis Culture

Le « prince du pot », Marc Emery, a été emmené par les policiers

JEANNE CORRIVEAU

Les policiers ont mis fin, vendredi, aux opérations de six boutiques de Cannabis Culture inaugurées la veille à Montréal. Ils ont procédé à l'arrestation de dix personnes, parmi lesquelles se trouvait le propriétaire de l'entreprise, Marc Emery.

Ouvertes jeudi, les boutiques illégales de Cannabis Culture avaient pu poursuivre leurs activités toute la journée vendredi sans être inquiétées par la police, malgré la menace qui planait.

Les policiers sont arrivés simultanément dans six commerces peu avant 18 h. Les personnes arrêtées travaillaient dans les commerces et il ne s'agissait pas de clients, a indiqué vendredi soir le commandant Stephen Verissimo, des Services partagés enquêtes de la division Nord du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

« Les gens qui ont été arrêtés vont être transportés à la division Nord pour être rencontrés par les enquêteurs. L'enquête n'est pas terminée », a souligné le policier. Ces personnes pourraient être accusées de trafic de stupéfiants et de possession aux fins de trafic de stupéfiants, a-t-il dit.

Au moins 18 kg de marijuana ont été saisis sur place, de même que de l'argent et des équipements servant au trafic de stupéfiants, dont des balances et des sachets.

Peu surprenant

Selon le témoignage d'une employée du commerce de l'avenue du Mont-Royal, tous les employés de cet établisse-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une soixantaine de policiers du Service de police de Montréal ont participé à l'opération, vendredi en fin d'après-midi.

ment ont pu quitter les lieux avant que Marc Emery soit arrêté. « On a su dans l'après-midi qu'il y aurait une descente, mais on ne savait pas à quel moment », a relaté Maude, qui avait été embauchée la veille. « Marc Emery a dit à tous les employés qui étaient derrière le comptoir de sortir. »

Si elle ne fait pas elle-même

face à des accusations, elle se dit consciente des risques auxquels elle s'expose: « On avait été bien avertis en commençant à travailler là. On ne savait pas combien de temps ça allait durer. On aurait souhaité plus longtemps. Et on ne sait pas ce qui va se passer pour la suite des choses. À Toronto, il y a eu le même genre de descentes, et

les commerces ont rouvert. »

Cannabis Culture souhaitait opérer huit boutiques à Montréal, mais deux d'entre elles n'ont pu entrer en activité, car l'entreprise n'a pas réussi à obtenir les permis requis de la Ville.

Le maire Denis Coderre, qui, la veille, avait affirmé que le principe de tolérance zéro

serait appliqué, a commenté l'intervention des policiers vendredi soir sur son compte Twitter: « [Il serait] plus pertinent de mettre vos énergies sur processus législatif assuré pour légalisation marijuana qu'un stunt inutile... Respectez la loi. »

Environ 60 policiers ont participé à l'opération.

L'opposition à l'hôtel de ville est toutefois d'avis que la Ville devrait se préparer dès maintenant à la légalisation de la marijuana à des fins récréatives afin de mieux encadrer l'implantation éventuelle de ce type de commerce dans la métropole.

Certificats

Si Cannabis Culture a pu ouvrir des boutiques à Montréal, c'est parce que l'entreprise détenait des certificats d'occupation permettant une épicerie ou la vente au détail, a indiqué la conseillère de Projet Montréal dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, Christine Gosselin: « Nos inspecteurs ne sont habilités à aller faire la différence entre de la tisane ou de la marijuana. On n'a pas d'outils législatifs pour donner des contraventions ou déposer une injonction. » Si les produits vendus ne sont pas légaux, c'est à la police d'y voir, a-t-elle ajouté.

M^{me} Gosselin croit toutefois que la Ville devra envisager des moyens pour éviter la prolifération de ces commerces lorsque la vente de cannabis sera légalisée. La Ville pourrait limiter leur nombre, créer de nouvelles catégories d'usages et interdire ce type de commerce à moins de 200 mètres des écoles et des garderies, suggère l'élue.

« Les intérêts derrière ça sont énormes, et ces compagnies sont prêtes à s'implanter de façon massive. Nous sommes vulnérables. Il y a beaucoup d'occupation commerciale à Montréal », dit-elle.

Le Devoir

Papeterie
Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire agendas,
papiers Lalo, papier St-Gilles,
cartes, plumes et stylos,
albums de photos, articles de bureau,
sceaux, cires à cacheter.

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980
Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

Les plus beaux cadeaux...
... le sourire en plus !

Arthur Quentin
3960, rue Saint-Denis - Montréal
www.arthurquentin.com

f i p

Offrez le Québec
en cadeau pour Noël

JEAN-MARC LÉGER,
JACQUES NANTEL
et PIERRE DUHAMEL

LE CODE QUÉBEC
Les sept différences qui font de nous un peuple unique au monde

Livres papier et numérique
en vente maintenant

« (...) un outil pour mieux comprendre le Québec vulgaris, sans complaisance, et qui dévoile, chiffres à l'appui, nos forces, nos faiblesses, nos failles et nos qualités. »
— Vincent Marissal,
La Presse

« [Le Code Québec] marque un tournant dans la perception que nous avons de nous-mêmes comme Québécois. »
— Mario Dumont,
Le Journal de Montréal

« J'ai beaucoup aimé lire ce livre-là, je le conseille, c'est facile et agréable à lire. C'est un portrait sans complaisance et sans photoshop. »
— Guy A. Lepage

ACTUALITÉS

INVESTISSEMENTS EN ÉDUCATION

Les écoles veulent leur part du gâteau

LISA-MARIE GERVAIS

Plus d'un milliard sera investi dans les infrastructures postsecondaires, dont les trois quarts (730 millions) viennent des gouvernements Trudeau et Couillard. Et nous? dit le milieu des écoles primaires et secondaires de Montréal, qui réserve un accueil mitigé à cette annonce. «On espère qu'on aura notre part du gâteau», a indiqué Michel Mayrand, président de l'Association professionnelle du personnel administratif (APPACSN), qui regroupe le personnel de soutien de commissions scolaires montréalaises. Pour lui, ces investissements «prouvent qu'il y a de l'argent quelque part».

Michel Mayrand, président du Syndicat des professionnelles et professionnels du milieu de l'éducation de Montréal (SPPMEM), juge «questionnable» l'octroi de ces fonds par le fédéral, qui vient ainsi s'immiscer dans les priorités en éducation. «L'argent fédéral, oui, c'est bien, mais on aurait apprécié qu'il le donne à Québec pour qu'il décide lui-même de ses priorités», a-t-il déclaré.

Les syndicats du milieu scolaire montréalais réclament depuis longtemps des investissements dans le parc immobilier vétuste de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), dont le déficit d'entretien s'élève à 1,3 milliard. La Coalition des écoles saines avait chiffré à 100 millions sur dix ans le financement dont elle avait besoin pour la réfection d'école aux prises avec des problèmes de moisissures et pour prévenir la détérioration des immeubles dans d'autres cas.

Vétusté et moisissures

Au cours des cinq dernières années, dix écoles de la CSDM ont dû fermer et transférer leurs élèves pour cause de moisissures. Parmi elles, trois écoles seulement ont été reconstruites et ont vu les élèves se réinstaller. Sept sont toujours en rénovation ou en reconstruction.

Il y a moins d'un mois, un ensemble d'organisations syndicales a fait paraître 11 recommandations pour mieux soutenir l'avenir de l'école publique à la CSDM, l'une d'elles étant que l'État accorde à la CSDM un financement récurrent et suffisant pour l'aider à prendre soin de son parc immobilier, qui présente des défis particuliers étant donné sa vétusté et son caractère patrimonial. Mais surtout, il est demandé que la CSDM puisse disposer elle-même de ces sommes selon ses besoins. «On veut qu'à Montréal, il y ait enfin du financement suffisant pour l'aménagement et l'entretien de nos écoles afin qu'elles soient habitables et respirables, mais qu'on nous laisse gérer l'argent librement», a dit Michel Mayrand.

Les organisations syndicales ont également exigé une rencontre avec le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, et le président du Conseil du trésor, Carlos Leitão, qui devrait se concrétiser prochainement, durant la période des Fêtes.

Le Devoir



Les premiers ministres Justin Trudeau et Philippe Couillard se sont présentés ensemble vendredi matin à Outremont, à deux pas du futur complexe des sciences de l'Université de Montréal, pour annoncer l'accord des fonds conjugués.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une cure de rajeunissement de 1 milliard

Couillard et Trudeau financent les infrastructures des cégeps et des universités

MARCO FORTIER

Un accord décrit comme «historique» entre les gouvernements Couillard et Trudeau ouvre la voie à l'injection de plus d'un milliard de dollars dans les universités et les cégeps du Québec, qui ont un besoin criant de rénovations et de nouveaux bâtiments.

Ottawa investit plus de 385 millions, Québec ajoute 345 millions, et les établissements eux-mêmes, appuyés par des sources privées, injectent 361 millions, pour un total de 1,09 milliard de dollars.

Les premiers ministres Justin Trudeau et Philippe Couillard, accompagnés d'une brochette de ministres et de dignitaires, ont fait l'annonce vendredi matin à Outremont. Ils se trouvaient à deux pas du futur complexe des sciences de l'Université de Montréal — le plus gros projet au Canada mis en avant par Ottawa en vertu du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires, doté d'une enveloppe de 2 milliards.

L'Université de Montréal obtient la part du lion des investissements de ce Fonds au Québec, avec 10 projets d'une valeur totale de près d'un demi-milliard de dollars en argent public: 229,2 millions de Québec et d'Ottawa pour son complexe des sciences, dont la construction a commencé sur le terrain de l'ancienne gare de triage d'Outremont; et 259 millions pour d'autres projets de l'Université et ses affiliés, HEC Montréal et l'École polytechnique.

Selon ce que *Le Devoir* a appris, l'accent mis sur l'Université de Montréal a fait sourciller dans le milieu de l'éducation, vendredi. Les représentants des cégeps et des universités présents à l'annonce de vendredi ont tous salué les fonds investis par Québec et Ottawa. Mais en privé, on déplore que Québec ait choisi de garder secrets les projets financés dans 40 collèges et cinq autres universités, dont McGill,

Concordia, Bishop et l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

La ministre de l'Enseignement supérieur, Hélène David, compte dévoiler au cours des prochaines semaines les initiatives appuyées par les gouvernements Couillard et Trudeau. Elle compte multiplier les «bonnes nouvelles» dans toutes les régions à compter du mois de janvier. En attendant, la ministre David a demandé aux cégeps et aux universités de rester discrets au sujet des 101 projets d'infrastructures qui ont été retenus par Québec et Ottawa.

État de décrépitude

Le financement confirmé vendredi représente «un des plus grands programmes d'investissement de l'histoire de l'Université [de Montréal]», a dit le premier ministre Trudeau.

Le complexe des sciences deviendra «un des plus grands centres d'innovation au pays, où les chercheurs travailleront ensemble dans les installations de calibre mondial pour trouver des solutions aux problèmes auxquels notre pays et notre monde font face», a-t-il précisé.

Il reste à préciser quelle portion du milliard de dollars servira à construire de nouveaux pavillons et quelle portion servira à rénover les bâtiments existants. Chose certaine, les cégeps et les universités ont bien besoin d'argent pour une cure de rajeunissement: 40% des bâtiments universitaires du Québec sont en mauvais ou en très mauvais état, selon les chiffres du gouvernement. Le déficit d'entretien des universités s'élève à 1,5 milliard de dollars.

L'Université McGill, établie dans des bâtiments historiques au pied du mont Royal, est la plus mal en point au Québec: près des trois quarts de ses édifices (73%) nécessitent des rénovations importantes. L'Université de Montréal suit, avec 64% de bâtiments en mauvais ou en très mauvais état.

Les cégeps ont aussi besoin de travaux majeurs,

10

Nombre de projets financés par Québec et Ottawa à l'Université de Montréal

avec un déficit d'entretien estimé par le gouvernement à 427 millions de dollars. Bernard Tremblay, président de la Fédération des cégeps, s'est réjoui des investissements fédéral et provincial, même s'ils ne répondent pas à tous les besoins.

Compétence du Québec

Les associations étudiantes ont aussi salué l'entente entre les gouvernements Couillard et Trudeau, qui se sont affrontés récemment sur le financement de la santé et sur le bannissement de l'amiante, entre autres. Nicolas Lavalée, président de l'Union étudiante du Québec, a hâte de voir la répartition des investissements par région et par établissement.

Thomas Mulcair, chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), a salué avec un bémol l'injection de fonds fédéraux dans sa circonscription d'Outremont. Le gouvernement Trudeau dicte au Québec comment utiliser des transferts fédéraux en enseignement supérieur, qui est de la compétence des provinces en vertu de la Constitution canadienne.

«Lorsqu'il y a une dépense fédérale dans un domaine de compétence exclusive des provinces, on préconise un transfert direct sans condition. Le gouvernement ouvre la porte à une continuation de cette tendance lourde du fédéral à mettre le nez partout, même dans les domaines qui relèvent strictement des provinces.»

Le Devoir

Jérôme Ferrer
GRAND CHEF

RELAYS & CHÂTEAUX

EUROPEA

LES GRANDES TABLES DU MONDE

Le Chef Jérôme Ferrer s'invite à votre table!

Le coffret signature Jérôme Ferrer

Pour 6 à 8 personnes à 350 \$ (Taxes incluses)
Soit 43,75\$ par personne

Boxing day

À l'achat de 200 \$ de certificats cadeaux nous vous offrons 50 \$!

Le temps des fêtes 2016

- Roulades de saumon fumé, fromage à la crème et fines herbes
- Notre fameux cappuccino de homard aux copeaux de truffe
- Le ballotin de foie gras maison
- La tourtière Europea
- Le civet de cerf braisé, sauce grand veneur
- La bûche Constellation
- Un petit livret explicatif pour la préparation de vos plats

Commande et réservation :

514-397-9161 ou www.europea.ca

*Cueillette ou livraison disponible en expédition

UN MONDE POSTORWELLIEN

LA LIBERTÉ, C'EST L'ESCLAVAGE

Qui s'offusque encore du regard de Big Brother ?

La surveillance généralisée et une soumission volontaire aux données numériques

TEXTES : STÉPHANE BAILLARGEON

Le Royaume-Uni a adopté en novembre la Loi sur les pouvoirs d'enquête. Cette loi donne aux services de sécurité de Sa Majesté le droit d'utiliser à peu près n'importe quel moyen pour espionner ses citoyens. Aucun autre pays de l'Occident n'en permet autant. « *Le R.-U. vient de légaliser la surveillance la plus extrême de l'histoire des démocraties occidentales, à ensuite gazouiller le lanceur d'alerte sur la surveillance planétaire Edward Snowden. La mesure va plus loin que bien des régimes autoritaires.* »

« M. Snowden est maintenant réfugié en Russie, pays-continent héritier de l'URSS, l'empire rouge qui imposait il y a tout juste 25 ans, le 26 décembre 1991. Le régime totalitaire soviétique, obsédé de surveillance et de répression, a en partie inspiré le roman dystopique 1984. La prophétie du cauchemar sous l'angsoc (le socialisme anglais, en novlangue) ne s'est évidemment pas réalisée comme telle. N'empêche, dans notre monde postorwellien, libre jusqu'au vertige, Big Brother vous regarde, beaucoup, passionnément, à la folie. »

« En fait, plusieurs Big Brothers vous surveillent maintenant », corrige le professeur de l'Université Laval Stéphane Leman-Langlois, spécialiste du renseignement et du contrôle social. « La différence est là, dans le foisonnement de points de collecte de données qui permet d'en amasser beaucoup plus au profit de plusieurs centres de surveillance. »



George Orwell

« Le roman anticipe sur la puissance des techniques et des médias de contrôle de l'information, mais aussi de la mémoire. De ce point de vue, la réalité dépasse amplement la fiction. « Il se fait de la surveillance par caméra, comme dans le roman, mais c'est minime, disons pour 5 à 10% de cas, dit encore le professeur Leman-Langlois. Les services de renseignement sont plus intéressés par les millions de traces numériques que nous générons dans toutes nos activités sans en être conscients. »

« Les appareils branchés nous espionnent de manière exponentielle. Une simple brosse à dents « intelligente » peut déjà rapporter où vous êtes, et quand. Les ampoules électriques ou les thermostats amassent des renseignements et les diffusent. Dans quelques années, prédit le spécialiste, des dizaines d'objets connectés à chacun des serveurs domestiques mouchardent sur tout. »

« La surveillance va devenir incommensurable. Si le citoyen ne se réveille pas et ne s'oppose pas à la tendance — et je mets des « si » —, on aura de plus en plus de lois qui permettront de ramasser de plus en plus d'informations sur tous. »

L'asservissement volontaire

Notre nouveau contrat social informel semble se résumer à ce triste pastiche roussesauiste : l'humain est né libre et partout il est dans les fers numériques.

« La liberté qui masque un esclavage découle des transformations du capitalisme vers une fausse société de partage, commente Jonathan Roberge, spécialiste du monde dématérialisé et des mouvements sociaux à l'Institut national de la recherche scientifique. Il y a une injonction à s'exprimer, à participer, une obligation de liberté qui finit paradoxalement par nier la liberté elle-même. Nous sommes forcés à être libres et heureux sur les médias sociaux. Ça devient épuisant d'un point de vue psychologique et

aliénant d'un point de vue politique et culturel. »

« Le professeur met l'accent sur le concept de « travail numérique » (digital labor), soit l'ensemble des activités branchées qui produisent des informations et de la valeur, rapidement captées par les grandes entreprises et les gouvernements. En consommant du Web, chacun génère des données exploitées ensuite par autrui. »

« Le capitalisme des données repose sur le ciblage et le profilage. On donne notre information à Amazon ou à Facebook, pour faire court, qui nous la revendent ensuite à travers la publicité. Le Web gratuit, c'est une blague. Le libre arbitre en ligne aussi. Les modèles de contrôle fonctionnent avec des algorithmes qui pignent dans le big data pour faire du profilage ultraprécis. J'aime dire que ça crée un « nouveau normal ». C'est normal de s'exprimer en ligne. C'est normal que des compagnies captent des données. C'est normal que nos informations se vendent. »

« Quelques compagnies superpuissantes se retrouvent en situation d'oligopoles. Google contrôle 90% des recherches en ligne et donc des trouvaillés (disons) « téléguidées ». »

« Nous ne sommes plus dans un modèle de type KGB, évidemment, poursuit M. Roberge. C'est beaucoup plus subtil, beaucoup plus raffiné, plus économique aussi. Il y a toujours eu du monitoring. Maintenant, le suivi ultraprécis dégage des profils pour la vente. [...] Mais la question fondamentale est de savoir comment vont s'entligner ces nouveaux pouvoirs. Vont-ils collaborer avec le pouvoir politique et les instances de sécurité, comme on le voit déjà ? Quand vous atteignez ce seuil, vous vous retrouvez dans une situation parfaitement dangereuse. »

Un État totalitaire

Le rapport déposé en octobre par la Commission d'accès à l'information établit que l'État québécois ne divulgue pas assez ses propres informations tout en protégeant mal celles des citoyens. Le président de l'organisme, Jean Charrier, y réclame des balises claires et fermes pour respecter les renseignements personnels.

« Les organismes de l'État pignent dans ces données accumulées par les compagnies privées, et ils le feront de plus en plus », affirme à nouveau le professeur Leman-Langlois, en rappelant que les documents divulgués par Snowden prouvent l'existence d'accords entre les agences de renseignement et Google, Skype et d'autres géants du Web pour avoir accès à leurs données. « L'opposition à cette situation est minime. La population accepte l'argument que, si elle n'a rien à cacher, elle n'a rien à perdre à être surveillée. Il y a un petit tollé quand on s'aperçoit que des journalistes sont sur écoute, puis on passe à autre chose. »

« Nous vivons donc dans une ère d'autonomie encadrée ? Il faut évidemment se méfier des raccourcis. « Je trouve notre situation extrêmement dangereuse, dit le professeur Leman-Langlois. Nous sommes face à un État totalitaire clés en main, selon moi et plusieurs autres observateurs. L'appareil de surveillance sous le président Obama a gonflé hors de proportion, alors qu'on chialait contre George W. Bush. Arrive maintenant Donald Trump aux commandes. S'il décide de se débarrasser de la dissidence, il a en main tous les outils pour y arriver. L'État de surveillance totalitaire et de contrôle total se trouve au bout de ses doigts. Nous ne sommes pas allumés sur cette réalité et, quand nous allumerons, il sera trop tard... »

Le Devoir



COLLAGE TIFPET



DEJIL SOULEIMAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Des Syriens réunis sur le site d'une attaque à la bombe dans la ville de Qamishi, il y a quelques temps.



DON EMMERT AGENCE FRANCE-PRESSE

Le président désigné Donald Trump au Giant Center de Hershey, en Pennsylvanie, le 15 décembre.

LA GUERRE, C'EST LA PAIX

Sombrer dans un état de conflit permanent

Le nombre d'attentats terroristes annuels a été multiplié par sept dans le monde depuis 2001

Le 7 décembre 1941, l'attaque coordonnée de 350 avions militaires japonais sur Pearl Harbor tuait 2403 Américains. Le coup de Jarnac décidait les États-Unis à s'engager à fond dans la Deuxième Guerre mondiale. Un sort du monde s'est joué là.

Soixante ans plus tard, en 2001, 19 fous d'Allah de quatre nationalités, armés de simples cutters, ont détourné quatre avions civils et entraîné dans la mort près de 3000 personnes. Les conséquences de la riposte sur l'Afghanistan et l'Irak se font encore quotidiennement sentir en Syrie, jusqu'ici, en passant par Paris. Le XXI^e siècle a commencé là.

Le nombre d'attentats terroristes annuels a depuis été multiplié par sept dans le monde, avec une très forte concentration en Afrique et au Moyen-Orient. Les voitures et les couteaux de cuisine équipent les combattants recrutés sur le Web, dans leur salon. Les services de renseignement épient d'ailleurs maintenant toutes les télécommunications, ou presque, sur la planète.

Notre paix, c'est donc la guerre ? Et la guerre, c'est donc la paix ?

Tout est guerre et le militaire est tout

La professeure américaine Rosa Brooks vient de publier un essai au titre éloquent : *How Everything Became War and the Military Became Everything* (Simon & Schuster), soit « Comment tout est devenu guerre et le militaire est devenu tout ».

« La guerre est sortie de ses frontières, écrit la professeure de droit à l'Université Georgetown. Pour la plupart d'entre nous, le mot « guerre » évoque encore des images de la Deuxième Guerre mondiale, ou tout au moins des versions hollywoodiennes de ce conflit : nous pensons à des combats de tanks sur des plaines ouvertes ou à des scènes du jour J tirées du film Il faut sauver le soldat Ryan. [...] Il y a encore 25 ans, la plupart des soldats envisageaient leur rôle d'une manière familière à Genghis Khan ou Douglas MacArthur. Le job principal du militaire, comme on le beuglait aux nouvelles recrues, était de tuer du monde et de briser des choses. »

À l'académie West Point comme au Collège militaire royal de Kingston, ça donne aussi : *to*

« La guerre demeure ce qu'elle a toujours été : une arène de possibilités extrêmement difficiles à prédire ou à contrôler »

Andrew J. Bacevich, professeur à l'Université de Boston, spécialiste des relations internationales, dans le numéro de septembre-octobre de la revue *Foreign Affairs*

kill people and to break stuff. Ce temps est-il révolu ? Ce monde a-t-il basculé ?

En fait, non, répond à son tour le sociologue Éric Ouellet, qui forme des officiers au Collège des forces canadiennes à Toronto. « Il faut faire attention aux formules, dit-il. Quand on dit qu'autrefois la guerre était définie de façon simple et que ce ne serait plus le cas, on ouvre une perspective sur le passé que les gens d'autrefois n'adopteraient pas nécessairement. Les Romains avaient une vision très stratégique de la guerre. D'où l'idée de la Pax romana. Genghis Khan utilisait la terreur en détruisant une ville pour donner une leçon aux autres. La guerre entre les États-nations a perduré jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale et la guerre de Corée. Mais il y avait déjà toutes sortes d'autres types de conflits au XIX^e et au XX^e siècle. »

Violence et politique

Au XXI^e siècle, le conflit armé est toujours la suprême raison pour faire très, très mal. Les armes cassent toujours des êtres et des choses, comme en ce moment en Syrie, où Alep rejoint le martyre de Varsovie ou d'Isphahan.

« La guerre utilise la violence pour atteindre des fins politiques », dit le professeur Ouellet en reprenant la conception classique du théoricien allemand Carl von Clausewitz au début du

XIX^e siècle. « Il faut cependant faire la différence entre la guerre comme telle et l'utilisation des forces armées pour d'autres fins que la guerre. »

Ces « autres moyens » ont tellement pris d'ampleur et de formes qu'ils en deviennent méconnaissables, constate maintenant M^{me} Brooks. Elle ajoute que les mutations du monde rendent toujours plus compliqué de cerner les buts politiques.

La professeure propose sa propre projection contre-utopique. Elle demande d'imaginer une plausible cyberattaque capable de mettre à plat le réseau électrique d'une zone densément peuplée pendant plusieurs semaines ou d'écraser l'infrastructure financière d'un pays. Ou une guerre bactériologique menée avec un virus fabriqué en laboratoire qui paralyse une population, alors incapable de résister à une invasion. Serait-on alors encore dans le modèle clauswitzien ?

« La difficulté à cerner ce qu'est la guerre est d'autant plus réelle qu'on parle aussi aujourd'hui de cyberconflit et de cyberterrorisme, indique Aurélie Campana, de l'Université Laval. Internet est devenu un outil d'espionnage. Il y a donc une évolution constante des manières de faire la guerre et de la concevoir. »

Jusqu'à tout récemment, le type de guerre intertératique dominait. Depuis la fin des années 1980, explique M^{me} Cabana, le type de guerre civile prend le dessus, soit en opposant un groupe étatique à un autre non étatique, soit plusieurs groupes armés non étatiques entre eux. « De plus en plus, la guerre devient un mélange des genres, dit-elle, des États soutenant des groupes armés en conflits. »

Faire les distinctions

La mouvance à une incidence sur tous les éléments militaires de base : le soldat, les armes, le champ de bataille. Un djihadiste auto-proclamé qui utilise sa voiture pour tuer des Québécois à Saint-Jean-sur-Richelieu, est-ce encore la guerre ? Et quand le président François Hollande répète solennellement « Nous sommes en guerre » après les attentats du Bataclan ou de Lyon, décrit-il vraiment la réalité ?

« On est plus dans la diffusion de la guerre par

L'IGNORANCE, C'EST LA FORCE

L'ère de la postvérité a commencé

Trump a épuisé une armée de vérificateurs de faits

« Enormément d'informations sont accessibles, mais il y a très peu de connaissances de ce qui se passe »

Le philosophe Marc-Antoine Dilhac, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éthique publique et théorie politique à l'UdeM

Après avoir nommé le climatonégationniste Scott Pruitt à la tête de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA), le président désigné Donald Trump a expliqué au réseau Fox News que « *personne ne sait vraiment si le changement climatique existe* ». Personne ? Vraiment ? Même les dizaines de milliers de savants qui ont établi ce fait maintenant quasi irréfutable ?

Depuis son élection, M. Trump a encore menti en disant que des millions d'immigrants illégaux avaient voté au scrutin présidentiel, en se vantant d'avoir sauvé 1100 emplois d'une usine en voie de délocalisation de l'Indiana, 400 de plus qu'en réalité.

« Trump vit et prospère dans un environnement sans faits », a ensuite affirmé le journaliste Carl Bernstein, rendu célèbre pour avoir évincé le scandale du Watergate qui a fait chuter le président Richard Nixon en 1974. « *Aucun président, y compris Nixon, n'a été aussi ignorant et dédaigneux des faits.* » Sur les ondes du réseau CNN, la mégastar du journalisme a aussi dénoncé « *un sens croissant de l'autoritarisme* » de Donald Trump et de son entourage.

Le menteur compulsif « a épuisé une armée de vérificateurs de faits avec ses erreurs, ses exagérations et ses fabrications », ironisait tout de suite après l'élection *The New York Times*. Ce média a débusqué plus de 30 mensonges du candidat républicain en une seule journée de campagne.

Une stratégie fallacieuse a porté ses fruits et Donald Trump dirigera les États-Unis au moins jusqu'en janvier 2021. Il ne sera pas seul du côté fourbe de la force. De puissants trompeurs surgissent un peu partout. *The Economist* a publié en septembre un dossier sur « *la politique de la postvérité* ». Les politiciens ont toujours menti, remarquait l'analyse.

Mais, maintenant, pour une part de la classe dirigeante de plusieurs pays, la vérité n'est plus seulement tordue, falsifiée ou contestée : elle n'a tout simplement plus d'importance. Le néologisme « *post-truth* » a donc été désigné mot de l'année par le dictionnaire Oxford.

« *Autrefois, le mensonge politique servait à créer une fausse vision du monde,* concluait le panorama mondial allant de Londres à Moscou. *Les mensonges d'hommes comme M. Trump ne fonctionnent pas ainsi. Ils ne visent pas à convaincre les élites — dont leurs cibles électoraux se méfient et qu'elles n'aiment pas —, mais à renforcer les préjugés. »*

Quel est le rapport avec l'ignorance ? Le philosophe Marc-Antoine Dilhac, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éthique publique et théorie politique de l'Université de Montréal, note que, dans les trois célèbres formules d'Orwell liées aux ministères d'Océania (« *Autrefois, le mensonge politique servait à créer une fausse vision du monde, l'ignorance est la plus grande des forces* »), seules les deux premières sont « *analytiquement contradictoires* », comme disent les philosophes. Dans les deux cas, les termes constitutifs s'opposent. Dans la dernière phrase, bizarrement, ce n'est pas le cas. Le régime totalitaire ne dit pas que l'ignorance, c'est la connaissance.

« *On peut très bien considérer qu'effectivement, l'ignorance est une force,* dit le spécialiste des théories de la démocratie et de la justice. *Je crains que ce soit bel et bien le cas aujourd'hui. Ce n'est pas normatif, ce n'est pas ce qu'on voudrait pour une démocratie ou ce qui serait juste. Malheureusement, l'ignorance est devenue de plus en plus une force politique. Faire de la politique, ça suppose mobiliser les gens, et pour mobiliser les masses, aujourd'hui, il semble plus facile d'aller au-delà de la vérité et de miser sur les émotions, par exemple. Le langage démocratique peut donc être corrompu et le mensonge est une des formes de corruption du langage. »*

Partant, M. Dilhac ne rejette pas l'idée de comprendre notre époque à partir de la dystopie 1984. Au moins pour faire image, au moins d'un point de vue journalistique. Il propose en fait trois paradoxes pour comprendre notre monde (disons) postorwellien.

Données et faits. Nous vivons à une époque où les données abondent mais où manquent les faits. « *Enormément d'informations sont accessibles, mais il y a très peu de connaissances de ce qui se passe,* dit le professeur, en soulignant le premier paradoxe. *Une des raisons, c'est qu'on ne sait pas interpréter les faits, les mettre en rapport les uns avec les autres.* »

Vérification et spectacle. Le travail des médias devrait faire le pont (la médiation, justement) entre les faits bruts et leur interprétation. Or leur magistère est contesté par la prolifération des sources d'information plus ou moins vérifiables. Même le *fact checking* tombe à plat. Il n'en a pas manqué pendant la campagne américaine. Ici Radio-Canada, comme bien d'autres médias, le multiplie, y compris pendant les débats en direct. « *Le paradoxe, dans ce second cas, c'est que la vérification devient un spectacle : « Ah,*

il a menti ! » « Ah, elle a menti ! » Ma crainte, c'est que ce registre lasse le public et qu'il finisse par se dire que tout le monde ment et qu'il vaut mieux se rabattre sur nos intuitions pour prendre des décisions. On met de côté la vérité et on choisit en fonction de nos sentiments, de nos désirs ou d'une promesse en particulier. »

Activité et passivité. Les théories démocratiques mettent l'accent depuis un demi-siècle sur la délibération publique et la participation citoyenne, qui supposent la circulation de l'information. Les pratiques marchent assez bien au niveau local et rapproché. Par contre — c'est le dernier paradoxe —, au niveau général, national, pendant les campagnes électorales, les citoyens sont très peu engagés dans la délibération. « *Ils sont actifs dans la démocratie de proximité et de moins en moins dans la discussion des grandes orientations politiques. Ils sont alors soumis à des manipulations avec tous les moyens rhétoriques, y compris le mensonge. »*

Une machine de corruption

La pratique des manipulations a pris des proportions autrement plus scandaleuses dans les régimes totalitaires du XX^e siècle. La démocratie a pris du galon partout dans le monde. Pourtant, le mensonge n'a pas disparu et on le voit maintenant ressurgir un peu partout.

« *Le scandale du Watergate a fait chuter le président Nixon. Maintenant, la démocratie américaine et d'autres acceptent d'énormes mensonges qui engagent profondément des millions de personnes. La différence entre la première et la deuxième guerre en Irak est stupéfiante à cet égard. Dans le premier cas, il y avait un casus belli. Dans le second, les informations pour justifier la guerre étaient fausses. La guerre a eu lieu et a entraîné des centaines de milliers de morts. »*

Cette situation inquiétante s'accompagne de ce que le philosophe politique nomme « *un scepticisme général* ».

Les mécanismes de l'autorité et de l'expertise se délitent. Des milliers de savants établissent la vérité quasi indubitable du réchauffement climatique. Et puis après ? Chacun peut balayer les évidences jusqu'à relayer les pires niaiseries, complotistes ou autres.

« *Il n'y a plus d'autorité. Chacun fait autorité et nie celle des autres. Tout le monde a droit au doute et n'a plus besoin de justifier ce qu'il croit. [...] Les médias traditionnels sont impuissants à rétablir les faits, à démonter les mensonges. Tout le système prend l'eau. J'ai l'impression que la machine de corruption de la parole publique est en route. »*

Le Devoir

Miniver

Dans le monde bouloigné de 1984, le ministère de la Vérité (Minitru dans la novlangue originale) s'occupe de la propagande du parti. C'est aussi le centre de contrôle de la falsification des événements historiques. Le protagoniste Winston Smith réécrit l'histoire au quartier général du Minitru, une pyramide de 300 mètres au fronton de laquelle apparaissent les trois slogans du parti : sur la guerre et la paix, la liberté comme esclavage et la force de l'ignorance. Si le dirigeant Big Brother fait une prédiction et que celle-ci ne s'avère pas, les médias du passé sont corrigés pour que l'annonce s'adapte de manière antépostérieure. Le parti et son leader ont donc toujours raison, même si c'est pour dire que 2 plus 2 font 5, 3, ou 4, ou les trois réponses en même temps.

Lire aussi

Les mille yeux du cinéma [Page E 1](#)
Le futur antérieur par les arts [Page E 3](#)
Rudi et le totalitarisme : Pef met en image l'horreur d'un passé [Page F 6](#)



En consommant du Web, chacun génère des données exploitées ensuite par autrui

JACQUES MARTEL/LE DEVOIR

ACTUALITÉS

FRANCOPHONIE

Bilan mitigé du sommet de Madagascar

L'événement a évacué de sa planification les discussions sur le français

CHRISTIAN RIOUX

Correspondant
à Paris

Deux semaines exactement après que l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) eut tenu à Madagascar l'un des plus modestes sommets de son histoire, les critiques se font entendre. « Il est temps de recentrer l'action de l'OIF sur les enjeux du français dans le monde », affirme Xavier Michel, ancien ambassadeur de l'OIF au sein de l'Union européenne. Cet ex-fonctionnaire, qui a assumé de nombreuses fonctions dans la Francophonie depuis 30 ans, estime qu'avec seulement 20 chefs d'État et de gouvernement, le dernier sommet a battu un record historique de faible participation. Tout cela alors que le nombre de membres de l'OIF vient de passer de 80 à 84!

« On a fait davantage en matière d'adhésion que d'engagement véritable », dit-il. On croyait pouvoir miser sur l'élection de Michaëlle Jean au secrétariat général de l'OIF, [...] mais il est bien difficile de trouver un agenda francophone dans les textes du XVI^e sommet de l'OIF qui s'est tenu à Madagascar. »

Xavier Michel participait lundi à Paris à un colloque intitulé *Quel avenir pour la Francophonie ?*. L'assemblée organisée par la Fondation Res Publica, et animée par l'ancien ministre socialiste Jean-Pierre Chevènement, réunissait près d'une centaine de participants. Deux semaines après le sommet d'Antananarivo, plusieurs panélistes ont souligné le peu d'intérêt porté à la langue française. Xavier Michel souligne que, sur les 64 pages de la résolution finale de Madagascar, une seule s'intéressait à cette question. « Sur les 13 résolutions adoptées à Antananarivo, une seule portait sur le français », dit-il. Selon lui, l'OIF peine à trouver sa vocation « entre les agendas nationaux et celui des Nations unies [...] Ni le sommet ni sa présidence [de l'OIF] ne nous éclairent sur son avenir ».

L'ancien fonctionnaire déplore de plus qu'on n'ait pas saisi cette occasion pour mobiliser davantage les pays de l'océan Indien. « On peut s'éton-



La secrétaire générale de l'OIF, Michaëlle Jean, le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, et le premier ministre québécois, Philippe Couillard, lors du Sommet de Madagascar, en novembre.

ner que le sommet d'Antananarivo n'ait pas davantage valorisé le potentiel de la Francophonie de l'océan Indien et que l'île de La Réunion n'y ait pas été associée davantage », dit-il.

À l'abandon

L'ancienne rectrice de l'Agence universitaire de la Francophonie, Michèle Gendreau-Massaloux, s'étonne, elle aussi, de n'avoir « jamais entendu de chef d'États [membres de l'OIF] demander qu'on augmente les budgets destinés à la formation des professeurs de français en Afrique ». Spécialiste de la culture ibérique, Michèle Gendreau-Massaloux rappelle que, selon la plupart des études, c'est de cette action que dépendra l'avenir du français en Afrique... et probablement dans le monde.

L'actuel président de l'Alliance française, Jérôme Clément, qui dirige un réseau de 800 associations et une centaine de centres culturels dans 135 pays, estime quant à lui que, « depuis dix ans, en France, on a l'impression que

la Francophonie a été laissée à l'abandon. On ne sent pas de volonté de faire une contribution majeure ». Il en veut pour preuve qu'en France, la Francophonie est « laissée à un secrétaire d'État qui n'a pas de pouvoir ».

Un point de vue partagé par le sénateur et ancien ministre socialiste Jean-Pierre Chevènement, qui animait le débat.

« Sur les 13 résolutions adoptées à Antananarivo, une seule portait sur le français »

En matière de Francophonie, dit-il, « malheureusement, il n'y a pas de politique vraiment cohérente. Nous, Français, n'avons pas pris les moyens d'être le moteur puissant de cette idée. On se demande quel est le plan général ».

Le culturel d'abord

Xavier Michel souligne que l'intervention la plus remarquable lors du dernier sommet de l'OIF fut celle du premier

ministre canadien, Justin Trudeau. « Malheureusement, dit-il, elle ne portait pas sur l'avenir du français et de la Francophonie, mais sur les femmes et les LGBT. » Pour cet ancien fonctionnaire qui se passionne pour la Francophonie depuis les années 1980, « il importe de refonder la Francophonie » autour de sa mission principale.

« Le culturel doit être au début et à la fin. L'économie et la politique doivent être au service du culturel », dit-il. Quant à l'actuelle secrétaire générale élue au sommet de Dakar et dont le mandat se termine dans deux ans, il estime que, si « Michaëlle Jean a un vrai talent pour la communication, la Francophonie n'est pas d'abord un lieu de communication. [...] À force de vouloir dépasser les enjeux du français au niveau international, on peut craindre qu'à terme ce soit la Francophonie qui soit dépassée ».

Le Devoir

TRANSFERTS EN SANTÉ

Un « fédéralisme prédateur », accuse Barrette

Les négociations d'un nouvel accord sur la santé auront lieu dimanche et lundi

PHILIPPE ORFALI

En coupant court aux discussions avec les provinces quant au financement de la santé et en fixant unilatéralement les sommes qu'il entend consacrer, le gouvernement Trudeau pratique un « fédéralisme prédateur » et met en péril le bien-être des Canadiens, tonne le ministre québécois de la Santé, Gaétan Barrette, à quelques jours d'une importante rencontre à Ottawa.

Les négociations d'un nouvel accord sur la santé s'annoncent

difficiles, dimanche et lundi, dans la capitale fédérale.

Le ministre fédéral des Finances, Bill Morneau, s'est dit prêt, vendredi, à offrir davantage de fonds que prévus pour les soins à domicile et la santé mentale, mais à la condition que les ministres de la Santé du Canada et des provinces parviennent à ratifier l'entente sur les transferts d'ici lundi.

« Ça se règle lundi », a insisté Bill Morneau dans une entrevue au réseau CBC. Si on peut s'entendre sur un accord qui compte des résultats mesurables, de meilleurs soins à la maison pour les Canadiens, de meilleures possibilités pour la santé mentale, [le fédéral] investira davantage. Mais si on ne s'entend pas [...] on va s'en tenir à nos promesses de campagne. » Les libéraux s'étaient alors engagés à investir 3 milliards sur quatre ans dans les soins à domicile et un montant non précisé en santé mentale, même si la santé est de compétence provinciale.

M. Morneau et Jane Philpott, la ministre fédérale de la Santé, sont déterminés à abaisser à 3% les transferts fédéraux en santé à partir du

printemps prochain, en baisse par rapport aux 6% que reçoivent les provinces et territoires depuis 2004. « On ne parlera pas des pourcentages. Ce que proposent les provinces est en dehors de ce que l'on peut considérer », a-t-il ajouté, évoquant l'économie précaire.

Barrette est furieux

Cela n'a pas empêché Gaétan Barrette de dénoncer vertement l'approche des libéraux de Justin Trudeau au cours d'une entrevue accordée au *Devoir*. Bien qu'il soit d'accord d'investir dans ces deux secteurs, le ministre a rappelé maintes fois que le financement en santé ne devrait être assorti d'aucune condition.

« Bill Morneau, c'est complètement déplorable comme attitude. On est à minuit moins trente secondes, il n'y a eu aucune négociation formelle quant à la santé, et là, il arrive et nous impose sa position sans négociation, et sans égard à nos champs de compétence », a-t-il déploré.

« C'est un fédéralisme prédateur », a ajouté le D^r Barrette. Les provinces et Ottawa doivent prendre le temps de négocier sans une échéance aussi rapprochée.

Il a appelé Justin Trudeau à rappeler à l'ordre son ministre des Finances au plus vite.

La position des libéraux fédéraux ne tient aucunement compte des besoins réels de la population. Pire, elle entraînera une diminution de l'accès aux soins de santé dont ils ont le plus besoin, a prétendu M. Barrette. « On dirait que l'équipe de Justin Trudeau s'intéresse plus au pot qu'aux citoyens », a-t-il même lancé.

Le Devoir

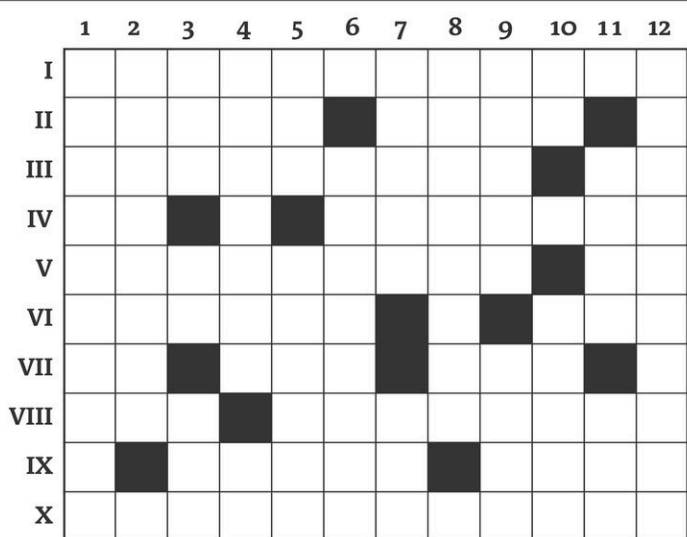
Toujours pas de successeur à Graham Fraser

Graham Fraser a quitté le Commissariat aux langues officielles, qu'il a dirigé pendant plus de dix ans, vendredi, mais les libéraux de Justin Trudeau ne lui ont toujours pas trouvé de successeur. Après avoir prolongé son mandat de quelques mois, M. Fraser avait indiqué

vouloir passer à autre chose à la fin de l'année 2016. Dans l'attente de la nomination de son successeur, Ottawa a désigné la commissaire adjointe aux langues officielles, Ghislaine Saikaley, au poste de commissaire par intérim, vendredi, et ce, pour un mandat de six mois. Les commissaires à l'éthique, Mary Dawson, et au lobbying, Karen Shepherd, ont vu leur mandat prolongé de six mois.

Le Devoir

Mots-croisés du samedi



Horizontalement

I. Coup de frein qui risque de bloquer l'avancement. **II.** Bien modeste redistribution. A sauvé et épousé son frère. **III.** Dame de cœur. Petite mesure. **IV.** Romains de Rivoli. Descente programmée. **V.** Ils vous en feront voir de toutes les couleurs. Cité d'Abraham. **VI.** Fragilise le colosse à sa base. Bâtitteur de pyramides. **VII.** Pour aller droit sur la planche. Forme d'avoir. Ne rumine plus aujourd'hui. **VIII.** Point matinal. Faiseur d'ombre. **IX.** Déjà bien avancées. Bien servi par la nature. **X.** Se font sinistrement entendre au cœur de la Savane.

Solution du n° 327

Horizontalement
I. Blanchisseur. **II.** Lunure. Tasse. **III.** Obi. Accort. **IV.** Créditeur. **MI.** Sir. No. Tâtât. **VI.** Nf. Atré. Urfà. **VII.** Oirai. Cassait. **VIII.** Tau. Fars. **Moi.** **IX.** Enée. Li. Maso. **X.** Sternutation.

Verticalement

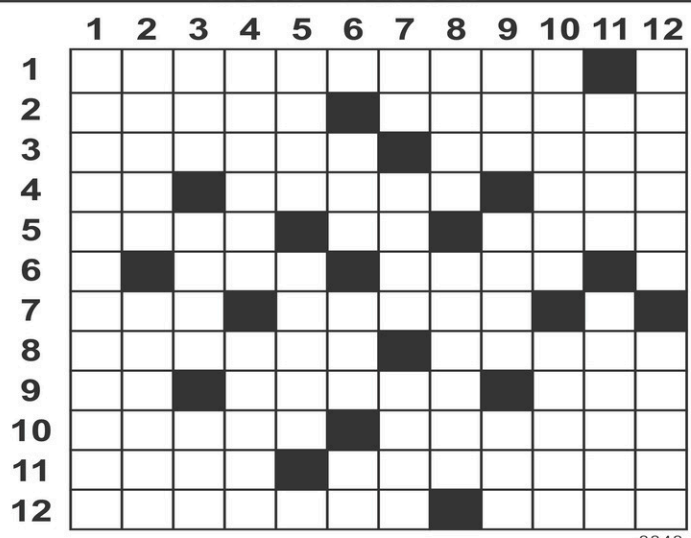
1. Prend toujours le dessus. **2.** Bien nettoyés en bordure. **3.** Personnel. Réunion ouverte à tous. Libre expression en ville. **4.** En Valachie. Homme armé chez Barack Obama. **5.** Une fois de plus. Gorges profondes. **6.** Réduis la miche en morceaux. **7.** Bon coup d'œil. Se lance. **8.** Met ses polices à votre disposition. **9.** Les provisions du perceuteur. Mouvement en surface. **10.** A la sortie de Paris. Son index indique le bon poids. **11.** Grosse sortie en liquide. Gardà pour lui. **12.** Saisies et mises en mémoire.

Philippe Dupuis

Verticalement

1. Blocs-notes. **2.** Lubrifiant. **3.** Anier. Ruee. **4.** Nu. Aa. Er. **5.** Craintif. **6.** Hector. Alu. **7.** Ce. Ecri. **8.** Stout. As. **9.** Sarraus. Mt. **10.** Est. Tramai. **11.** Us. Mafioso. **12.** Récitation.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

- Exécuter rapidement et sans soin.
- Mozart en a écrit plus d'un - Perspicace.
- Cornichon - Régions.
- À la mode - Devant une baie - Ce qui permet l'accès à quelque chose.
- Socles - Cent un - Qui n'est pas bon marché.
- Gaz - En direction de.
- Épointé - Pour percer le cuir.
- Mordant - Pas du tout obéissant.
- Négation - Couché - Lentilles d'une variété fourragère.
- Partie de la tête - Hostile.
- Héros d'un poème de Virgile - Passionnée.
- Confidences - Ficeler.

VERTICALEMENT

- Retentissantes.
- Acquiescé - Grand poisson téléostéen de l'Atlantique.
- Les plantes y sont très rares - Son coup peut tuer - Homme.

- Vacherie - Réduire en poudre.
- Qui dépasse le niveau ordinaire - Meuble.
- Mode d'emploi - Monnaies de Roumanie - Astate.
- Notre-Seigneur - Berge - Décharges.
- Hors d'usage - Ecoute.
- Terme de psychanalyse - Inventé - Interruption d'un processus financier.
- Grandes fermes de la Prairie américaine - Pas éclatant.
- Tient secret - Chacun des chapitres du Coran.
- Lieu peu fréquenté - Se présenter en justice.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
1 DEMIDOUZAINÉ
2 IXODE RONRON
3 SENFOIRERV
4 TASIRRAIDI
5 ITEM EHONTEE
6 NMOYEU TES
7 GOUGE TRIEF
8 URE MATE SIL
9 EM CEDENT NU
10 SERINE IRENE
11 THE LANERET
12 ISOLIE EISSES

SOLUTION DU DERNIER

Sudoku

par Fabien Savary

		9		2		3		
2				7		4		9
	3		1					8
			4	1				
	1			9		8	3	
		5						
4			7			1		
			8					
6								2

Niveau de difficulté : DIFFICILE

3472

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

7	9	8	3	6	1	4	2	5
5	3	4	2	7	8	6	1	9
2	6	1	9	5	4	7	3	8
3	7	6	1	8	2	9	5	4
1	4	5	7	3	9	2	8	6
8	2	9	5	4	6	3	7	1
6	1	7	4	2	5	8	9	3
4	5	3	8	9	7	1	6	2
9	8	2	6	1	3	5	4	7

3471

SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary
En exclusivité sur le site des Mordus
www.les-mordus.com

ACTUALITÉS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les juristes de l'État sont en grève depuis deux mois. Ci-dessus, une manifestation de LANEQ qui s'est déroulée le 10 octobre.

GRÈVE DES JURISTES

Huit semaines de conflit plus tard

Les avocats et notaires de l'État québécois doivent décider s'ils poursuivent le débrayage

MARCO BÉLAIR-CIRINO
Correspondant parlementaire à Québec

Après huit semaines de grève, les avocats et notaires de l'État québécois (LANEQ) détermineront la semaine prochaine s'ils continuent de débrayer en dépit du refus net du gouvernement libéral d'acquiescer à leur principale demande, soit de réviser le mode de négociation de leurs conditions de travail.

L'issue de ce conflit de travail historique paraît bien incertaine. Le président de LANEQ, Jean Denis, se disait toujours « déterminé à faire la grève pour ne plus jamais avoir à la faire » vendredi. Il demandera aux quelque 1050 juristes en grève depuis le 24 octobre s'ils sont du même avis à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire mardi prochain. La révision de l'indemnité versée aux grévistes, qui est équivalente actuellement à près de 50 % de leur salaire en moyenne, et un emprunt visant à renflouer le fonds de grève seront vraisemblablement discutés au cours de cette AG extraordinaire.

Celle-ci se tiendra une semaine après que le président du Conseil du trésor, Carlos Leitão, eut publiquement demandé à l'exécutif de LANEQ

de dévoiler à ses membres les « propositions [patronales] non seulement du volet normatif, mais aussi du volet financier, visant à améliorer [leurs] conditions de travail ».

Négociations

Le Conseil du trésor demeurera ferme sur une chose: il ne modifiera pas le mode de négociation actuel des juristes de l'État, a répété M. Leitão. « Dans un souci d'équité envers toute la fonction publique, on ne peut pas dévier de cela », a-t-il martelé cette semaine, jetant la consternation dans les rangs de LANEQ.

M. Leitão se serait dit disposé, notamment devant M. Denis, à engager des négociations « parallèles » sur l'octroi d'un statut particulier aux avocats et notaires de l'État. « Je ne l'ai pas inventé. C'est son expression à lui. Il l'a dit devant plusieurs témoins », a soutenu M. Denis en conférence de presse vendredi.

Du coup, LANEQ s'était résigné à réclamer un mode de négociation de convention collective prévoyant la mise sur pied d'un comité de rémunération chargé de faire des recommandations au Bureau de l'Assemblée nationale en cas d'impasse, plutôt qu'un arbitrage liant les parties patronale et syndicale. Le gouvernement li-

béral a balayé du revers de la main cette proposition de compromis, s'est désolé M. Denis. Avec une position « injuste et rigide », « le gouvernement nous envoie le message qu'on ne vaut même pas un procureur de la Couronne. [...] Le gouvernement cherche clairement à nous humilier », a-t-il dit.

D'autre part, le président de LANEQ, Jean Denis, a pris le contre-pied du gouvernement libéral, qui « prétend que la primauté du droit n'est pas menacée par le mode de négociation actuel » des juristes de l'État. Selon lui, le nombre de projets de loi, de projets de règlement sur la glace, ainsi que de causes suspendues devant les tribunaux depuis le coup d'envoi du débrayage de plus de 10 000 avocats et notaires de l'État québécois, le 24 octobre dernier, prouve le contraire. « Le raisonnement est simple: ce mode de négociation mène à la grève, la grève menace la primauté du droit, donc ce mode de négociation menace la primauté du droit », soutient M. Denis. Bref, « le gouvernement ment », a-t-il dit sans détour.

Après près de huit semaines de débrayage, les grévistes sont gonflés à bloc, soutient un membre de l'exécutif de LANEQ. « De voir le ministre Leitão ne pas respecter sa parole a galvanisé les avocats et

les notaires en grève. Il a commis l'impardonnable. Les gens ne sont pas prêts à rentrer la tête entre les jambes », a-t-il affirmé à micro fermé au Devoir.

À l'évidence, le conflit de travail laissera des « séquelles », selon lui. Le « lien de confiance nécessaire » entre les juristes de l'État et leur « client », l'État, s'est considérablement éfrité.

Le Devoir

Lire aussi : Assez, le mépris, un éditorial d'Antoine Robitaille. Page B 4

SECONDAIRE

L'économie prendra le pas sur les enjeux mondiaux

PHILIPPE ORFALI

Entre le cours Monde contemporain et les cours à option, le choix est fait: pour faire place à l'éducation financière au secondaire, le ministre Sébastien Proulx mettra dès septembre la hache dans le cours traitant des enjeux internationaux. Une décision dénoncée avec véhémence par les principaux syndicats de l'enseignement.

Près de huit ans après l'élimination du précédent cours d'économie, le gouvernement Couillard a confirmé vendredi le retour de l'éducation financière dans la formation générale des jeunes, au secondaire. Pour ce faire, il devait cependant retrancher des heures en 5^e secondaire, dans les cours optionnels (art, chimie, langues, etc.), ou encore dans Monde contemporain, un cours d'éducation citoyenne qui s'articule autour des principaux enjeux et problèmes internationaux, révélait Le Devoir plus tôt cette semaine.

Heures retranchées

C'est finalement ce scénario qui a été choisi. Monde contemporain demeure un cours obligatoire, mais comptera deux unités plutôt que quatre. Le cours d'éducation financière sera offert par les mêmes enseignants que Monde contemporain. Ils recevront une formation dès le printemps.

Le nouveau cours « permettra [aux élèves] d'exercer leur jugement et de développer leur capacité à prendre position sur des enjeux financiers, comme l'endettement et l'épargne, de façon à ce qu'ils puissent adopter des comportements responsables qui leur seront bénéfiques dans tous les aspects de leur vie », a expliqué le ministre de l'Éducation, dans un communiqué.

La nouvelle n'enthousiasme pas les principaux syndicats de la profession

Il juge que la formule adoptée « offre une flexibilité aux écoles et respecte leur volonté de disposer de l'autonomie nécessaire pour la réalisation de projets particuliers ».

« Cadeau empoisonné »

Quoi qu'il en soit, la nouvelle n'enthousiasme pas les principaux syndicats de la profession. La Fédération autonome de l'enseignement (FAE), qui représente 34 000 enseignants, aurait préféré qu'on commence avec un projet pilote, comme ce fut le cas pour l'éducation sexuelle.

« Étrangement, les arguments du ministre Proulx pour justifier sa décision d'appliquer un moratoire sur le cours d'histoire nationale en 3^e et 4^e secondaire ne s'appliquent plus lorsqu'il s'agit du cours d'éducation financière. Pourquoi l'urgence d'implanter ce cours dans six mois ? » a souligné Sylvain Mallette, président de la FAE.

Le Devoir

Guerre d'usure ?

Le gouvernement libéral se refuse à ce moment-ci à recourir à une loi spéciale afin de mettre un terme à la grève générale illimitée de 1050 juristes de l'État, qui perdure depuis plus de 50 jours. « Notre intention est toujours d'avoir une entente négociée », indiquait-on dans l'entourage du ministre Carlos Leitão vendredi soir. L'adoption d'une loi

spéciale nécessiterait de convoquer l'Assemblée nationale, qui fait normalement relâche jusqu'au 7 février prochain. En 2011, le gouvernement libéral avait forcé les avocats et les notaires de l'État à retourner au travail au moyen d'une loi spéciale après « dix jours et demi ». « Il est dans l'intérêt public que ce conflit de travail se règle à la satisfaction des parties », a averti le président de LANEQ, Jean Denis, vendredi.

L'avis d'imposition du Centre Vidéotron n'inquiète pas Labeaume

ISABELLE PORTER
à Québec

Les nouvelles démarches de Denis de Belleval pour contester l'avis d'imposition de Québecor au Centre Vidéotron n'inquiètent guère le maire de Québec, Régis Labeaume, qui s'estime doublement protégé par la loi 204.

« Vous me posez les mêmes questions qu'il y a cinq ans, sauf que ce que j'ai en plus depuis cinq ans, c'est que la loi 204 est passée par-dessus », a déclaré le maire en mêlée de presse vendredi. « La loi 204 a passé là-dessus aussi, et c'est inclus dans les contrats. [...] Il n'y a rien de nouveau là-dedans. »

Cette loi, rappelés-le, avait été votée en 2011 en réaction au premier recours judiciaire entrepris par l'ex-directeur général de la Ville, Denis de Belleval, sur l'entente avec Québecor. Le maire Labeaume avait demandé l'aide des députés afin de s'assurer que son entente serait protégée devant les tribunaux.

Aujourd'hui, il souligne qu'il n'aurait jamais pu signer avec un partenaire pour l'amphithéâtre si l'entreprise avait dû payer un avis d'imposition ordinaire. « On n'aurait même pas discuté.

Il n'y aurait eu aucune discussion », a-t-il dit.

Rappelons que M. de Belleval s'élève contre le fait que l'avis d'imposition foncière remis à Vidéotron pour l'amphithéâtre n'est que de 365 000 \$. Il entend le contester à la Ville, comme peut le faire n'importe quel citoyen, mais se dit prêt à pousser ensuite ses démarches à nouveau jusqu'en Cour supérieure.

« La loi 204

a passé là-dessus aussi, et c'est inclus dans les contrats »

Lorsqu'on a demandé au maire si la Ville « se servait beaucoup du Centre Vidéotron », il a répondu « non, mais [qu'il] lui appartient. C'est la notion de propriété, c'est tout ».

Quant à M. de Belleval, « il dit beaucoup de choses », a lancé M. Labeaume. « La première fois, il a essayé de convaincre la terre entière que tout était croche, puis il s'est fait battre à plates coutures au tribunal. » « Cet homme-là fait des tours de piste. Ça fait juste nous coûter cher », a-t-il aussi déclaré.

Le Devoir

ROYAL PHOTO.com

CADEAUX DE NOEL



économisez 360\$

Canon 7D avec objectif 18-135mm



économisez 580\$

EF 70-200mm 2.8L IS II USM



289\$

Caméscope Vixia HF R700 avec Étui, Carte Mémoire & Cable HDMI

(514) 273-1723 info@royalphoto.com royalphoto

ACTUALITÉS

TREMBLEMENT

SUIITE DE LA PAGE 1

Bloch, qui fait écho à une des peurs les plus coriaces de notre époque, celle de l'altérité. Pris dans son trou, laissé à sa solitude, un soldat s'interroge sur la vraie nature de son adversaire, qu'on lui a décrit comme une «bête sauvage».

Ajoutez à cette liste absolument non exhaustive des titres comme *Nul poisson où aller* de Marie-Francine Hébert, chronique d'une guerre civile vue par une petite bonne femme, ou *La rédaction* d'Antonio Skarmeta, regard sur la dictature chilienne à hauteur de pupitre, et mesurez le fossé séparant ces magnifiques albums de publications aux objectifs plus pragmatiques, comme *Il y a un alligator sous mon lit* ou *Il y a un cauchemar dans mon placard*. Du texte miroir, qui renvoie l'enfant à ses propres effrois (peurs de la nuit, de l'obscurité) pour mieux les dominer, le livre jeunesse se sera ouvert au texte fenêtre, petit mirador sur la planète et ses turbulences.

Question éternelle: n'est-ce pas dangereux d'ainsi raconter aux bambins la laideur du monde? «Ce sont des œuvres qui appellent une bulle de pro-

Des illustrations signées Marion Arbona

À la une du *Devoir* et dans les lettres de l'intitulé du cahier Livres, l'illustratrice Marion Arbona laisse sa marque dans l'édition du jour. Qui est-elle? Double finaliste au Prix du gouverneur général du Canada en 2015, pour *The Good Little Book* et *Rosalie entre chien et chat*, coécrits avec Kyo Maclear pour l'un et Mélanie Perreault pour l'autre, Marion Arbona est diplômée en animation aux Arts Décoratifs de Paris. Elle a illustré plus de 70 albums jeunesse, dont *Sous le parapluie* de Catherine Bouquet, *Des hauts et des bas* de Corinne Bouty et *Clovis le magnifique* d'Hélène Suzoni. Son tube de gouache préféré est le rouge de cadmium clair.



tection, de la part du parent ou de l'enseignant en classe, répond M. Lépine. Un livre comme *La rédaction fait appel à tout l'art du maître, qui est primordial devant des œuvres résistantes, dont on doit atténuer le potentiel anxiogène.*

La peur, c'est charmant

«Quand j'étais petit, le plaisir d'avoir peur me stimulait, me rendait vivant», se souvient Simon Boulerice, pour qui la mythique collection de romans d'épouvante pour ados «Frissons» n'a pas de secret.

Son œuvre à lui embrasse aujourd'hui peurs

petites, grandes et existentielles avec un ludisme revendiqué, fin tressage de drame et d'humour. Dans *Un verger dans le ventre*, Raphaël craint, parce qu'un ami le lui a dit, qu'un verger ne pousse à l'intérieur de lui s'il mange les pépins de sa pomme. Dans *Les monstres en dessous*, c'est de ses pipis au lit, et de la honte qu'ils charrient avec eux, qu'a peur Nathan. Lorsqu'il s'adresse aux ados, le prolifique écrivain souligne la peur que la dictature des apparences et de la performance physique règne éternellement. *It gets better*, répètent à leur manière les poèmes des *Garçons* préférant la

course et des romans comme *Paysages aux néons* ou *Jeanne Moreau a le sourire à l'envers*.

«Il y a tellement de parents qui m'écrivent sur Facebook pour me dire que leurs enfants angoissent après avoir lu *Un verger...*», annonce fièrement l'auteur en faisant retentir son propre rire de gamin. «J'aime les réconforter, mais aussi les bousculer, les enfants. C'est mon côté tendre... et cruel! Je pense que l'enfant, au fond, finit par faire la part des choses.»

Pour le vétéran illustrateur Stéphane Poulin, contempler ce qui le terrorise d'un œil à moitié fermé compte parmi les bonheurs les plus jubilatoires de l'enfant lecteur. «Dans *Vieux Thomas* et la petite fée [créé avec Dominique Demers], il y a un chien épouvantable et les enfants l'adorent! Ils ne veulent pas le voir, mais ils ne peuvent pas s'en empêcher! s'enthousiasme-t-il. C'est une joie de faire appel à l'intelligence des enfants. Ils sont profondément brillants. Il y a de la tendresse dans la vie et c'est notre travail de l'exprimer. Il y a de la poésie et il faut aussi l'exprimer de façon complexe. C'est la même chose pour la peur. Je pense qu'on sous-estime à quel point les enfants, au fond, comprennent toujours ce qu'ils doivent comprendre.»

Collaborateur
Le Devoir

SONDAGE

SUIITE DE LA PAGE 1

Mystère!

La situation mystifie les analystes spécialistes des sondages — quelques semaines après une élection présidentielle américaine qui a soulevé plusieurs questions sur la capacité des maisons de sondage à bien lire l'opinion publique.

«Qui a raison? C'est soit l'un, soit l'autre, ou la moyenne des deux», répond Claire Durand, professeure à l'Université de Montréal et spécialiste de la méthodologie des sondages. «Je dirai qu'un sondage ne fait pas le printemps — surtout pas en décembre. Alors, attendons de voir.»

Chez Léger, le vice-président Christian Bourque s'étonne lui aussi de l'écart entre les deux maisons de sondage — une situation qui perdure depuis deux sondages maintenant.

«Trois fois sur quatre, nous avons généralement les mêmes tendances globales», note-t-il. «Mais le résultat des partielles nous rassure par rapport à notre lecture» de la situation.

Joint en après-midi, le président de CROP, Alain Giguère, était à court d'explications. «Les deux firmes font ça à partir de panels Web, les méthodes de recrutement de ces panels sont les mêmes [et celles de répartition des indécis aussi]... Je ne pourrais pas expliquer pourquoi on arrive à des résultats aussi différents», dit-il.

Léger utilise son propre panel, alors que CROP «loue» le sien à la firme torontoise Research Now. Ceci peut-il expliquer cela? «Non, parce que nous procédons comme ça depuis toujours», soutient M. Giguère. «Et lorsque l'on compare les autres indicateurs de notre sondage avec nos sondages précédents, il n'y a pas de volatilité, sauf dans les intentions de vote. C'est d'une stabilité remarquable.»

Mais M. Giguère rappelle un vieil adage: «Il faut toujours se méfier d'un sondage. Une fois de temps en temps, il y en a un qui n'aura pas de bon sens ou qui ira dans une direction inattendue. Mais deux de suite? Je ne pense pas.»

Le politologue Jean-Herman Guay, spécialiste de l'analyse de sondages d'opinion, fait valoir qu'il «faut toujours voir la tendance. Il y a toujours une anomalie dans une séquence, c'est normal. Les sondages donnent globalement des photographies qui sont largement imparfaites, mais qui ont leur utilité. Dans le cas présent, le résultat des partielles me fait penser qu'on est plus près d'une course à trois que d'une grande avance des libéraux. Mais on l'a bien vu avec les élections américaines: il faut prendre les sondages avec une certaine réserve.»

Coalition?

Pour la deuxième fois en neuf mois, Léger a demandé aux répondants quel serait leur comportement si le Parti québécois formait une coalition avec l'un ou l'autre des partis d'opposition. Les résultats sont encore plus tranchés qu'en mars. Ainsi, une alliance PQ-CAQ récolterait 49% d'appuis, 15 points devant les libéraux. Un électeur caquiste sur cinq préférerait toutefois voter libéral dans ce cas.

Plus plausible comme scénario, une coalition PQ-Québec solidaire obtiendrait quant à elle 42% d'appuis, 11 points devant les libéraux et 20 points devant le CAQ.

Puisqu'il a été mené en ligne, le sondage Léger ne comporte pas de marge d'erreur officielle. Mais un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur de 3,1%, dans 19 cas sur 20.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Omniprésence des caméras de sécurité, collecte continue de données personnelles sur le Web, écoute électronique: pour certains jeunes qui ont grandi à l'ère du numérique, la surveillance généralisée n'est pas perçue comme une menace.

ORWELL

SUIITE DE LA PAGE 1

d'expérience d'enseignement, admet pourtant avoir aujourd'hui «un peu baissé les bras». À l'école privée Mont-Saint-Sacrement, à Saint-Gabriel-de-Valcartier, il avait l'habitude d'enseigner l'anglais et la philosophie, une option qu'il a créée dans une autre école de Québec, en 1994.

Tous les ans, sans interruption, il obtenait assez d'inscriptions pour former un groupe (ou deux), qui discuterait avec lui de Sénèque ou de Platon et du livre VII de *La République*. Pas cette année. Huit élèves seulement ont choisi l'option philosophie, et elle a donc été annulée.

Confortables dans l'ombre

Dans ses cours d'anglais, ses élèves ont protesté l'an dernier. Protesté pour maintenir l'ordre établi.

Il lui ont fait comprendre qu'ils se satisfont pleinement de ce qu'ils ont, de ce qu'ils sont, de ce qu'ils savent. Ils lui ont dit que les «ombres» de la caverne de Platon leur suffisent. Qu'ils ont trouvé un certain confort dans le fond de l'ancre. L'an dernier, ils ont été 50, sur un total de 175 élèves, à refuser de lire *1984*, de George Orwell. L'acte de contestation était sans précédent.

En 1995, quand il a commencé à enseigner l'ouvrage, Jocelyn Lapointe évoquait les banques, les dépanneurs, ces «deux ou trois endroits» dans lesquels la surveillance était continue. En 20 ans, une douzaine de caméras de sécurité se sont installées à l'intérieur de son école. Les cellulaires, puis les iPad ont fait leur entrée dans les classes. Les exemples d'une société orwellienne ont semblé s'accumuler.

Mais dans son cours, l'an dernier, ses élèves en ont eu assez, relate Jocelyn Lapointe. «Ils ont dit: "On est tannés de se faire dire qu'on est

Pourquoi je vais lire 1984

Deux élèves ont accepté de lire *1984* cette année dans le cours de philosophie de Jocelyn Lapointe. Propos recueillis par Stéphane Baillargeon.

Francis Allard

«Nous sommes surveillés tout le temps et ça fait un peu peur. Ça n'a pas vraiment de sens de surveiller tout le monde alors que tout le monde ne représente pas un risque pour la société. On se résigne, et les moyens manquent pour se protéger. Le mensonge est partout aussi, et ça devient difficile de savoir ce qui est vrai, surtout que certains médias sont biaisés. Si les élèves n'aiment pas beaucoup lire de littérature, si la société n'aime pas beaucoup les romans, je me dis que c'est peut-être parce qu'une part de vérité se retrouve là. Un roman comme *1984* donne un autre point de vue sur le monde, sur la réalité d'aujourd'hui. Dans le cours, on a lu *Germinal* d'Émile Zola, et ce livre m'a beaucoup renseigné sur la lutte des classes et les in-

surveillés tout le temps. On n'en a rien à foutre. Et si on est heureux comme ça, nous autres?»

Devant la question, l'enseignant s'est senti désarmé. «Tu as beau expliquer la double ignorance, expliquer qu'à partir du moment où tu penses que tu sais tout, parce que tu as accès à tout avec Internet, tu ne cherches plus», avance-t-il, les élèves sont «convaincus» que leurs désirs, ils les ont choisis.

L'argumentaire, donc, n'a rien donné. Dans la tête du prof, un constat a émergé: «le dispositif, le processus, le programme fonctionnent».

L'école n'est pas un lieu pour apprendre «ça», lui ont dit ses élèves, en évoquant *1984*. «On va à l'école pour avoir une bonne job», ont-ils déclaré.

Dans sa classe, les pourcentages ont com-

galités, sur le capitalisme et les origines de notre société.»

Anne-Sophie Carreau

«Les élèves de l'an passé ont beaucoup parlé de *1984*. Presque les deux tiers de la cohorte ont refusé de le lire. Ça bitchait le livre dans les agendas. Je crois qu'ils avaient peur qu'on leur renvoie en pleine face qu'ils sont contrôlés, qu'ils ne sont pas si libres, au fond. Moi, la surveillance dans le monde m'inquiète. Cette année, Saint-Sacrement est devenue une école iPad. Les élèves sont constamment surveillés. Les profs peuvent suivre nos recherches sur Internet, nos écrans à la seconde près et les bloquer n'importe quand. Je ne suis pas d'accord avec ce contrôle. Je sais bien que d'autres pensent comme moi, mais chacun accepte la situation et on devient tous conformistes. Un roman comme *1984* peut nous aider à prendre conscience de notre réalité, nous encourager à agir pour changer les choses.»

mencé à mener une lutte contre la réflexion. «Ils savent que ça leur prend 80% pour être admis à tel endroit. Et ils sont attentifs à ça: le chiffre, le chiffre», s'inquiète l'enseignant.

Mais il n'abandonne pas pour autant. Il a présenté une courte entrée de blogue au sujet de *1984* à ses élèves il y a quelques semaines, et ils ont manifesté l'envie d'explorer l'œuvre. Au pire, s'il doit faire sans Orwell, Jocelyn Lapointe enseignera Salinger (*Catcher in the Rye*) ou Bradbury (*Fahrenheit 451*). Et puis, il attendra la rébellion.

«Ils ne se révolteront que lorsqu'ils seront devenus conscients et ils ne pourront devenir conscients qu'après s'être révoltés.» — George Orwell, *1984*

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec), H2L 4X4 ☎ Berri-UQAM
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h
Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7h30 à 16h30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com